

YUSUF ZIYA IRBEC

Député, République de Turquie

Dominique Moisi, conseiller spécial, Ifri

There is a country which sometimes sees itself as a bridge between Europe and Asia, which is Turkey. We had a Turkish voice, from the Government, at the beginning; in this final panel we have a Turkish voice from the opposition, Yusuf Ziya Irbec, who is a member of the Turkish parliament.

Yusuf Ziya Irbec, député, République de Turquie

Mesdames et messieurs, nous avons un gouvernement démocratiquement élu et un Premier ministre qui se définit lui-même comme un grand démocrate. Le Roi Abdallah, dans une interview parue dans *l'Atlantic Review* en mars, a critiqué le Premier ministre turc pour lequel la démocratie est comparable à un trajet en bus – une fois arrivé à destination, on en descend. Ce n'est pas ma définition, mais celle du Premier ministre. Le nom de son parti est le Parti pour la justice et le développement. Pas de problème côté développement, et ce pour de nombreuses raisons, par contre il y a de nombreux problèmes côté justice ; si le nom du parti contient le mot 'justice', il ne devrait pas y avoir autant de journalistes emprisonnés parce qu'ils utilisent leur droit à la liberté d'expression. C'est ce qui se passe en Turquie ; malheureusement il y a un problème avec la liberté de la presse.

Un autre problème est la liberté d'expression. Je suis dans l'opposition et j'ai été réélu pour la deuxième fois, mais j'étais davantage du côté du gouvernement que de l'opposition. J'ai de l'expérience dans ce domaine. Il est clair que tout est défini en termes de quantité ; le Vice-Premier ministre considère en effet que la liberté d'expression n'est pas menacée puisqu'il existe plus de 400 stations de radio et un nombre croissant de chaînes de télévision. C'est possible, mais il doit y avoir une meilleure compréhension et un dialogue plus ouvert entre les sociétés et les cultures. Nous avons une culture très multidimensionnelle en Turquie, et il est nécessaire que les politiciens comprennent toutes les dimensions du christianisme, du judaïsme, de l'islam et de tous les autres groupes religieux. C'est fondamental pour être un leader efficace en Turquie.

Je ne vois cependant aucune évolution dans ce sens. Et ce pour une bonne raison : pour avoir une démocratie qui fonctionne, vous devez essayer d'avoir une opposition très efficace, et si vous faites des erreurs, l'opposition doit avoir la possibilité de vous en convaincre ou de vous protéger contre toutes leurs répercussions négatives au niveau international et national. Personne n'est un dictateur dans le processus d'élection démocratique ; nous ne voulons pas d'un dictateur. Nous devons donc accepter d'être critiqués, nous voulons nous voir dans le miroir. Le miroir du gouvernement est l'opposition, mais en Turquie, le Premier ministre dit « Dieu merci, j'ai deux leaders de l'opposition faibles ». Un leader démocratique ne devrait pas s'exprimer ainsi.

J'ai également été candidat dans l'opposition, et je ne veux pas continuer, mais j'ai été enregistré par son parti à mon insu, mon adhésion à mon parti a été résiliée, et je n'ai pas pu aller au congrès de mon parti. Voilà ce qui se passe en Turquie. En revanche, l'économie se porte bien, il n'y a pas de problème. Mais où va la Turquie ? La radicalisation constitue un autre problème. La religion est instrumentalisée afin d'obtenir plus de votes ; ce n'est pas une bonne chose. Les gens se radicalisent lorsque vous utilisez la religion à des fins électorales.

Il convient également de mentionner le point suivant : à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il y avait moins de 50 pays, et maintenant il y a en a près de 200. Personne ne s'attend à ce que le nombre de pays diminue ; le nombre de pays va augmenter, et tous les 100 ans, les systèmes et les structures sont réorganisés. Notre débat aujourd'hui ne porte pas sur ce sujet, mais c'est bel et bien ce qui se passe. Regardez le congrès de Vienne de 1815, la Première Guerre mondiale 100 ans plus tard et la situation aujourd'hui 200 ans après.